

Bujumbura appelle à la "solidarité nationale" pour financer les élections

@rib News, 26/05/2015 â€“ Source AFP Le gouvernement burundais a appelé ses concitoyens à la "solidarité nationale" et a ouvert une souscription publique pour financer les prochaines élections, a-t-on appris mardi de source officielle. "Le gouvernement invite les citoyens patriotes (...) à une contribution volontaire pour appuyer les efforts déjà consentis par les amis du Burundi" pour financer les élections, indique un communiqué de la présidence, qui précise qu'un compte d'État a été ouvert auprès de la Banque du Burundi. [Photo : Ministère des Finances, à Bujumbura]

"Appuyé par ses partenaires, le gouvernement a déjà rassemblé une bonne partie des moyens nécessaires pour la tenue des élections générales prévues respectivement le 5 juin pour les conseillers communaux et députés, le 26 juin pour la présidentielle et le 17 juillet pour les sénateurs", explique ce communiqué. Le Burundi est secoué depuis un mois par un vaste mouvement de contestation populaire, concentré essentiellement dans la capitale Bujumbura, contre la candidature à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza à la présidentielle du 26 juin. Les manifestations, quasi quotidiennes, ont été marquées de nombreux heurts avec la police, avec près d'une trentaine de morts, et une instabilité grandissante dans la capitale. Un opposant a été assassiné samedi soir et trois personnes tuées la veille dans des jets de grenades sur la foule. Dans ce contexte, les communales et législatives avaient déjà été reportées d'une dizaine de jours au 5 juin. Belgique, Pays-Bas et Suisse avaient annoncé à la mi-mai la suspension de leur aide au processus électoral et demandé le report des élections, n'estimant pas réunies les "conditions minimales" pour ces scrutins. Un diplomate européen avait expliqué que l'UE n'avait elle pas eu besoin de formellement décider de suspension, mais qu'étant donné les circonstances, son aide était aussi de facto bloquée. Officiellement, le processus électoral devrait coûter quelque 60 millions de dollars (53 millions d'euros) et le Burundi avait jusqu'ici dit pouvoir en assumer 21 M USD (18 M EUR). Il avait demandé 39 M USD (35 M EUR) d'aide. Les Belges avaient promis 4 M EUR, les Pays-Bas 2,4 M et les Suisses 250.000 francs suisses (240.000 euros). Tous avaient déjà déboursé la moitié de leur aide avant les annonces de suspension. L'UE avait elle promis 8 M EUR, dont 6 ont été versés. Mardi matin, le gouvernement burundais avait déjà annoncé l'ouverture d'une ligne budgétaire de 44 milliards de francs burundais (environ 25 millions d'euros) pour financer le processus électoral face aux suspensions décidées par les Européens.